



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire visant à compléter les moyens de lutte contre  
l'incendie au sein de la centrale de cogénération co-incinérant des déchets non dangereux  
et dangereux exploitée par la société NOVAWOOD à LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY**

N° 20230962  
AIOT 0003012003

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-3, L. 181-14, L. 511-1 et R. 181-45 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018, modifié par l'arrêté préfectoral 20192447 du 13 août 2020, autorisant la société NOVAWOOD à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets non dangereux et dangereux à Laneuveville-devant-Nancy ;
- Vu** le rapport de décembre 2022 référencé 2816.1081, réalisé par la société TÜV SÜD Global Risk Consultants, relatif à la prévention incendie et risques annexes du site de Novawood ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est établi à la suite de la visite du 27 juin 2023, référencé MK/IA/2023\_1745 en date du 27 septembre 2023 ;
- Vu** le projet du présent arrêté préfectoral transmis à la société NOVAWOOD, par lettre du 17 novembre 2023, pour observations éventuelles ;
- Vu** la réponse de l'exploitant en date du 20 décembre 2023 ;

**Considérant** qu'au titre de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que dans le cadre de la visite du 27 juin 2023, l'inspection a consulté le rapport référencé 2816.1081 qui a été demandé par l'assureur de l'établissement ;

**Considérant** que ce rapport formule plusieurs recommandations à l'exploitant afin d'améliorer la sécurité incendie de son établissement ;

**Considérant** que ce rapport précise que l'un des principaux risques du site est associé à la présence d'un volume important d'huile de 4 500 litres au niveau des paliers de la turbine ;

**Considérant** que ce rapport stipule :

- que la protection incendie de la turbine ne respecte pas les spécifications techniques du guide ENGIE et celles transmises par HDI Global lors des phases d'étude du projet,
- qu'aujourd'hui, une protection manuelle a été mise en place, avec des buses de type standard positionnées à la verticale des paliers, et une protection par haut foisonnement de la caisse à huile,
- que les autres zones ne sont pas protégées et qu'il n'y a pas de rétention ou de drainage spécifique mis en place ;

**Considérant** que l'expert conclut sur le fait que le scénario d'un feu non contrôlé existe, avec risque de perte complète de la turbine et des installations environnantes ;

**Considérant** que l'exploitant a transmis à l'inspection le plan d'action visant à prendre en compte les remarques formulées par l'expert de l'assureur et que certaines d'entre elles dont celles ci-dessus n'ont pas d'échéance et dépendent de l'investissement nécessaire ;

**Considérant** que la société NOVACARB exploite à proximité immédiate du site de NOVAWOOD un site SEVESO seuil-bas ;

**Considérant** qu'au regard de ces éléments, la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'est pas assurée et ce en désaccord avec l'article L. 181-3 du même code ;

**Considérant** qu'au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, le préfet peut imposer à tout moment toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions de l'article L. 181-3 du même code s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La société NOVAWOOD, dont le siège social est situé 34 rue Gilbert Bize à Laneuveville-devant-Nancy, est autorisée, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'implantation et l'exploitation à la même adresse, d'une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux.

## **Article 2 : Réduction du risque incendie**

L'exploitant propose au préfet, dans un délai maximal de deux mois à compter de la date de la notification du présent arrêté :

- un échéancier visant à prendre en compte l'ensemble des observations de la société TÜV SÜD Global Risk Consultants susvisé sous un délai d'un an maximum ;
- les mesures compensatoires qu'il compte mettre en oeuvre dans l'attente de la prise en compte des observations susmentionnées.

L'échéancier ainsi que les mesures compensatoires susmentionnées sont mis en oeuvre dans un délai maximal d'un mois à compter de la réception de l'avis favorable du préfet.

L'exploitant transmet le rapport de la société TÜV SÜD Global Risk Consultants au préfet de Meurthe-et-Moselle dans un délai maximal d'un mois à compter de la fin de l'échéancier.

## **Article 3 : Adaptations apportées à l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018**

L'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018 est modifié de la façon suivante :

- 1° - Les mots « DN40 » sont remplacés par les mots « DN33 » ;
- 2° - Les mots « Les poteaux d'incendie devront faire l'objet d'une réception par le Service Départemental d'Incendie et de Secours afin de vérifier la disponibilité en eau » sont modifiés ainsi : « Les poteaux d'incendie devront faire l'objet d'une réception par une société compétente afin de vérifier les débits, notamment en simultané » et complétés par les mots « Le recensement des points d'eau incendie (poteaux, réserves...) avec leurs caractéristiques devra être communiqué au maire de la commune » ;
- 3° - Après les mots « L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. » sont ajoutés les mots « Les référentiels relatifs au suivi des poteaux d'incendie, aux robinets d'incendie armés et aux extincteurs sont respectivement les normes NF S 62-200, NF S 62-201 et NF S 61-919. Le référentiel relatif au suivi des dispositifs d'aspersion d'eau automatique ou manuelle est la norme NFPA 25. Les poteaux d'incendie font l'objet a minima d'un contrôle annuel. ».

## **Article 4 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 5 : Informations des tiers**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ([www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr) - Rubrique Actions de l'Etat > Environnement > Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) > Publications réglementaires).

## **Article 6 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

### **Article 7 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Nancy :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

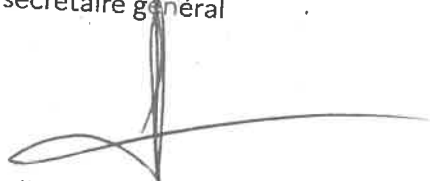
### **Article 8 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société NOVAWOOD et dont copie sera adressée :

- au maire de Laneuveville-devant-Nancy,
- au directeur départemental des Territoires,
- au délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le **27 DEC. 2023**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Julien LE GOFF